

DEBAT

Meir SHEETRIT, Membre de la Knesset israélienne, parti Kadima

Je voudrais dire qu'il n'est pas utile d'attendre que nous soyons neuf milliards pour regarder en face les problèmes alimentaires qui nous attendent. Aujourd'hui, des personnes meurent de faim en Somalie en Afrique et dans d'autres endroits du globe des milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ou à une alimentation régulière. Nous sommes loin de pouvoir nous dire que nous pouvons fournir de la nourriture en quantité suffisante à ceux qui en ont besoin.

Le prix de la nourriture augmente ; je ne sais pas comment ça se passe dans votre pays, mais les prix moyens de la nourriture augmentent sans cesse, ce qui empêche de plus en plus de personnes d'en acheter. En outre, les dégâts que la population mondiale inflige à la nature ne facilitent pas la création de nourriture à l'avenir. Par exemple, le fait est que des populations entières de poissons ont disparu de différentes zones des océans en raison des dégâts et de la pêche intensive générés dans ces zones, entre autres choses. En plus, la pollution des eaux vient s'ajouter à cela. Les petites plantes qui créent 50% de l'oxygène dans le monde se trouvent dans la mer ; c'est le seul endroit où elles peuvent bénéficier de suffisamment de lumière du soleil afin que la photosynthèse puisse se faire, et elles inspirent du CO₂ et rejettent de l'oxygène. En raison de la pollution, ces plantes meurent, ce qui pose un problème alimentaire aux poissons qui dépendent d'elles, et par conséquent les populations de poissons disparaissent.

Ce à quoi nous devons faire face, et je n'ai fait allusion qu'à un certain nombre des problèmes existants, implique qu'il est nécessaire d'investir beaucoup plus d'argent, comme l'ont mentionné nos collègues du Brésil, et ce pas uniquement dans la recherche de base mais également dans la Recherche et le Développement dans les domaines de la faune agricole. Pour prendre l'exemple d'Israël, dans les années 1950, 20% des personnes en Israël travaillaient dans l'agriculture. Aujourd'hui, moins de 1% y travaillent, et produisent évidemment bien plus quantitativement que ce n'était le cas dans les années 1950-1960, en raison de l'utilisation de méthodes scientifiques et autres en vue d'améliorer la possibilité de créer de la nourriture.

Je pense que la recherche est fondamentale pour de nombreux domaines touchant à l'agriculture. Mon collègue du Brésil a mentionné la génétique, qui est très importante. Le travail fourni par l'institut Volcani en Israël est tout bonnement miraculeux. Par exemple, nous pouvons mettre au point aujourd'hui un type de tomate qui dure entre 3 et 4 mois au lieu des 2-3 semaines habituelles, ce qui signifie que l'on peut utiliser ces tomates sur les marchés pendant des périodes plus longues. La génétique peut modifier la résistance de divers fruits et légumes à toutes sortes de produits chimiques. La génétique peut mettre au point de nouveaux types de fruits et de légumes, aux couleurs différentes et possibilités inédites.

De nombreuses recherches sont entreprises dans le domaine de l'eau. Il s'agit là d'un problème très sérieux. Prenez les déserts du monde. Je prendrai l'exemple de l'Égypte. L'Égypte est un magnifique pays disposant d'une surface immense ; il y a le Nil et le lac d'Assouan, qui renferment d'énormes quantités d'eau, et pourtant, personne ne prend l'eau là où elle est pour l'apporter dans le désert en vue de créer des terres agricoles. Un tel projet ne peut pas être entrepris au niveau individuel, par les agriculteurs locaux ; il doit être endossé par les gouvernements.

Prenez l'Arabie saoudite, qui est entièrement désertique ; à mon sens, l'avantage du désert est qu'il offre la possibilité de créer de la nourriture à l'avenir. Il existe des techniques d'approvisionnement en eau, de nouvelles techniques telle que la condensation de l'eau, même dans le désert, grâce à des machines, qui sont certes onéreuses aujourd'hui, mais qui existent. C'est un fait ; il ne s'agit plus d'une théorie. En conséquence, l'eau pourrait être un outil servant à doubler les terres disponibles pour la production alimentaire, ce qui peut être effectué si les gouvernements fournissent de l'argent, les efforts et la recherche nécessaires.

Enfin, dernier point non négligeable, le fait d'effectuer des recherches et d'obtenir des résultats n'est pas suffisant ; la question est de savoir comment transmettre ces connaissances à l'agriculteur en aval. Ce transfert n'a pas lieu actuellement, et dans de nombreux pays est totalement inexistant : si un agriculteur entend quelque chose, il peut réussir à acheter le nécessaire et concrétiser son projet, mais il est nécessaire d'avoir un processus logistique pour transmettre les découvertes de la science à l'agriculteur, et de nombreux pays ne sont pas en mesure de le faire. En Israël, nous avons mis au point un système qui offre des conseils aux agriculteurs qui travaillent dans certains domaines concernant les nouvelles technologies en matière d'eau, d'irrigation, de semences, etc. afin qu'ils puissent les utiliser directement sur le terrain. Chaque année, nous faisons venir en Israël des milliers de personnes provenant de divers points du globe, et nous organisons des cours sur une période d'un ou deux mois pour leur enseigner l'utilisation des nouvelles technologies, mais ça reste une goutte d'eau dans l'océan.

Il faut trouver le moyen de transférer les connaissances des institutions et de la technologie aux personnes sur le terrain, gratuitement, car ces agriculteurs n'ont pas les moyens de les acheter, ils n'ont pas l'argent pour, et c'est à ce niveau que les gouvernements devraient aider ces gens. Ce genre de coopération entre la science, les gouvernements et les agriculteurs pourrait changer la donne ; sans cela, je crains que nous ne nous trouvions dans une situation où l'augmentation de la population du globe devienne problématique.

La semaine dernière, j'ai lu quelque part qu'on avait trouvé une nouvelle planète en-dehors de notre galaxie, qui est plus grosse que la terre, qui bénéficie d'un très bon climat et qui a même de l'eau. Le problème est que pour y arriver, il faudrait voyager 600 années lumière. A savoir la distance que parcourt la lumière en 600 ans ; comme vous le savez, la lumière parcourt 300 000 km par seconde. Un être humain atteindrait cette planète dans 600 ans, mais dans l'intervalle, nous n'avons qu'un seul monde pour nous, et à mon avis, il faut une coopération internationale pour faire face à ces questions à un niveau international afin de créer à l'avenir de meilleures opportunités pour l'alimentation.

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

J'ai deux bonnes nouvelles pour vous. On peut désormais voyager plus vite que la lumière et cette planète contient également du phosphate.

Philippe CHALMIN, Professeur à l'université Paris-Dauphine

L'intervention de nos amis brésilien et israélien a été passionnante. J'aurais aimé qu'ils viennent au Parlement français mardi, lors du débat sur ce qu'ils appellent l'agriculture durable, débat largement dominé par nos camarades des Amis de la Terre, de Greenpeace et de verts de tous bords. Malheureusement, dans la vieille Europe, le bon agriculteur, pour reprendre les mots de Louise, est le petit agriculteur traditionnel, et au final l'agriculteur bio qui n'utilise pas de phosphate. Cependant, il est important de voir que pour tout ce qui pourra être dit dans ce type de conférence, dans celle de l'année prochaine etc., il faudra prendre en considération que l'opinion publique, particulièrement en Europe et aux Etats-Unis, est de plus en plus dominée par des gens qui sont tournés vers le passé.

Je me souviens du Haut Conseil des Technologies en France. Tous les OGM sont interdits en France, et 6 mois avant l'élection présidentielle, aucun parti, de droite comme de gauche, n'a le courage politique d'autoriser les OGM en France. L'Autriche aussi interdit les OGM. J'ai une question pour M. Qu. Pour moi la position de la Chine sur la question des OGM est floue. Est-ce que la Chine met au point des OGM ? J'ai entendu dire que vous étiez très en avance dans ce domaine, mais d'un autre côté, certains ministres chinois ont affirmé ne pas vouloir d'OGM. C'est le premier point que je souhaitais formuler.

Deuxièmement, nous n'avons pas fait allusion au G20, qui a été une réussite et un échec. Une réussite parce que tout le monde a parlé d'agriculture, et un échec parce qu'aucune décision n'a été prise concernant la stabilité des prix. Il est intéressant de constater que dans cette World Policy Conference, je n'ai pas entendu, que ce soit hier ou aujourd'hui,

le mot OMC. Nous avons mentionné le problème de Doha, qui doit être résolu. Sommes-nous réellement convaincus d'y arriver ?

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

Je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer que vous associez le phosphate à l'agriculture non bio ; le phosphate est naturel, ce n'est que lorsque vous synthétisez l'engrais que vous pouvez avancer cette allégation.

Philippe CHALMIN, Professeur à l'université Paris-Dauphine

Je sais, mais les verts et les personnes qui étudient l'agriculture bio voient dans le phosphate une sorte d'engrais artificiel.

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

C'est bien leur problème ; ils ne savent pas ce qu'ils ratent.

Jean-Claude MEYER, Vice-président de Rothschild Europe

Je voudrais demander au panéliste s'il pense que le programme brésilien PROALCOOL est encore pertinent alors qu'il a trouvé du pétrole en quantité dans la région de Campos et ailleurs.

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

Cette intervention touche à la question plus vaste des biocarburants, mais je vais lui donner la parole.

Jean-Yves CARFANTAN, Senior Consultant, AgroBrasConsult

La sécurité alimentaire prétend garder à l'esprit deux points principaux, le premier étant que la plupart des réservoirs constitués par les sols servant à alimenter la population se trouvent dans les terres tropicales humides, particulièrement en Afrique, et que ces sols ne réagissent pas de la même manière que les sols en Europe, où vous ne pouvez pas appliquer les mêmes techniques sans les détruire ; vous pouvez ajouter du phosphore en quantité sans détruire les sols africains. Mais là n'est pas le problème principal.

Le deuxième point est d'avoir davantage d'investissements, comme on l'a souligné au Brésil, dans l'éducation, la recherche et l'innovation, et bien entendu de transférer les résultats aux agriculteurs le plus rapidement possible, mais pas comme le font actuellement les ingénieurs, à savoir en ne se contentant pas de considérer les sols comme des boîtes chimiques. Enfin, je dirais juste que les OGM représentent aujourd'hui à peine 10% des terres cultivées, et malgré l'interdiction en France et dans d'autres pays, il existe un progrès scientifique indéniable.

Cullen HENDRIX, Research Associate, Peterson Institute for International Economics

Je voulais rebondir sur un des commentaires formulés plus tôt à propos des disponibilités alimentaires globales. Louise, vous avez suggéré dans l'un de vos commentaires que nous serons en mesure de nourrir les neuf milliards de terriens à venir. Je répondrai que nous aurions pu nourrir le nombre de personnes qui vivaient sur terre en 2008 ; empiriquement, les disponibilités alimentaires par tête étaient plus élevées en 2008 qu'à aucun autre moment ces 50 dernières années. En conséquence, la vraie question est de savoir si nous allons continuer à détourner une portion considérable de la production mondiale de céréales au profit des biocarburants, ou si nous allons abandonner ce qui est à mon sens une politique profondément malavisée.

Ainsi, en termes pratiques, depuis 2000, la quantité de nourriture, à la fois de céréales et de viande, a augmenté par tête. C'est pourquoi il importe à mon sens de faire la distinction entre la disponibilité alimentaire et l'accès à la nourriture. La première notion renvoie à la quantité de nourriture disponible sur le marché ; de toute évidence, le déficit de la production globale, engendré peut-être par la sécheresse, les inondations ou des mauvaises récoltes, rend la nourriture plus rare et peut poser un problème aigu d'insécurité alimentaire. En revanche, l'accès au niveau individuel et au niveau des ménages dépend de la capacité de la famille à acheter ou à produire de la nourriture, et de la présence ou de l'absence de filets de sécurité au niveau social qui permettent un accès à ceux qui ne peuvent pas payer.

En conséquence, il est possible que l'insécurité alimentaire chronique, à laquelle vous faites allusion quand vous parlez d'un milliard de personnes sous-alimentées, puisse néanmoins coexister avec des niveaux très élevés de production globale de nourriture. 65% des personnes souffrant d'insécurité alimentaire chronique dans le monde vivent dans sept pays : au Bangladesh, en Chine, en RDC, en Ethiopie, en Inde, en Indonésie et au Pakistan. Avant la crise des prix alimentaires de 2007-2008, tous, sauf la Chine, étaient des pays exportateurs nets de nourriture. C'est la raison pour laquelle les filets de sécurité sont importants, et les interventions politiques doivent être spécifiquement conçues pour protéger les ménages et les individus qui sont les plus vulnérables. Le gros problème de l'insécurité alimentaire est le même depuis des temps immémoriaux : c'est un problème de pauvreté.

Ce qui m'amène à la question que je voulais formuler à Louise, qui a parlé des interdictions d'exportation. Sur tous les problèmes les plus difficiles liés à la sécurité alimentaire, il semble que dans un forum où nous discutons de la gouvernance mondiale, nous pourrions affronter de façon fructueuse la question des interdictions d'exporter. Il s'agit d'un problème d'action collective classique – je suis un universitaire, et donc j'aime bien parler de problèmes d'action collective. Le monde entier bénéficie plus ou moins de la fluidité de marchés libres pour les denrées alimentaires, mais en période de pénurie ou en temps de crise, chaque pays individuel peut se retirer des marchés mondiaux et rejeter le coût de l'ajustement sur son voisin.

En conséquence, afin que les pays mettent un terme à ce moyen de pression, nous allons devoir prendre une sorte de décision collective en vue de normaliser le commerce de la nourriture dans un contexte qui n'offre pas actuellement de normalisation dans le cadre de l'OMC. J'espère que certains intervenants pourront mentionner le cadre approprié, qu'il s'agisse de Doha ou du G20, pour faire face à ce genre de questions.

Vijay PHADKE, Avocat auprès de la Cour Suprême d'Inde & Fiscalité Comparée

En tant qu'avocat et conseiller fiscal, je ne suis assurément pas expert en agriculture et en alimentation, mais j'ai une passion pour la nourriture et un intérêt certain pour les questions d'alimentation et d'agroalimentaire, et j'observe beaucoup ce qui se passe, notamment dans mon pays, en Inde. Nous avons vu beaucoup de questions politiques, dont vous avez très bien parlé, telles que les statistiques, les cycles de Doha ou d'autres réunions. Je ne parle pas exclusivement de cet aspect, mais d'une question très pratique que j'ai observée en Inde. D'après les statistiques et en prenant la suite de mon ami qui a abordé la question de la disponibilité, je voudrais ajouter quelques mots.

A mon sens, il y a suffisamment de nourriture en Inde, et je suis sûr que le gouvernement indien s'en portera lui aussi garant ; il n'y a aucun doute à ce sujet. Si on regarde les statistiques sur la quantité de gaspillage en Inde, et je peux



vous livrer les statistiques sur la manière dont des millions de tonnes sont dévorées par les rats ou détruites par la mousson, qu'il s'agisse de viande, de lait ou de légumes, on atteint pas moins de 10 milliards d'euros annuels. C'est la quantité de nourriture qui est gaspillée, et qui aurait aisément pu nourrir un grand nombre de personnes en Inde. Je ne lance pas dans une campagne d'accusation contre l'Inde, et trouver la solution à ce problème ne va pas être une tâche facile, car outre cela, nous avons un problème de politique en Inde, où nous importons tout autant que nous exportons. Je ne sais pas pourquoi. Je suis certain que d'autres pays ont les mêmes statistiques liées au gaspillage, qu'il s'agisse de nos voisins en Chine, au Bangladesh, en Thaïlande ou ailleurs.

Je suis persuadé que des statistiques seraient disponibles pour montrer l'ampleur du gaspillage. Pourquoi ne pas tenter de trouver une solution pratique pour obtenir une sorte de mécanisme appliqué à l'intégralité de la chaîne alimentaire, depuis la culture jusqu'à l'assiette, afin de préserver, stocker, fournir la nourriture et ainsi de suite ? Peut-il y avoir une politique ou un débat à ce sujet ? Telle est l'observation pratique que je souhaitais vous soumettre.

Bouthayna IRAQUI-HOUSSAÏNI, Entrepreneur, Member of the Moroccan Parliament

Puis-je poser deux questions concernant notre pays, le Maroc ? Elles sont peut-être un peu éloignées de la gouvernance mondiale mais elles touchent à des questions régionales. Puisque que le Plan Maroc Vert a été couronné de succès, et puisque nous disposons d'un grand espace ouvert à la production agricole, pensez-vous que le Maroc pourrait devenir le Brésil du Maghreb ? Ensuite, pensez-vous que l'augmentation de la production agricole au Maroc doive nous autoriser à utiliser des OGM, étant donné que le débat à ce propos est inexistant au Maroc ?

Louise FRESCO, Professeur à l'université d'Amsterdam

La discussion est riche et enthousiasmante, et je ne peux pas rendre justice à tous les commentaires, mais permettez-moi de répondre à une question soulevée par un grand nombre d'entre vous, à savoir la question du volume de production par rapport à la pauvreté. À l'évidence, la malnutrition est une question de pauvreté, c'est une question d'accès à la nourriture, et la question est de savoir comment nous pouvons progresser sur ce point. Il s'agit d'un problème complexe ; la question n'est pas uniquement de lever les interdictions d'exporter ou d'imposer des interdictions d'exporter. Si l'on regarde les résultats de la première Révolution verte en Inde, on constate qu'elle a fait baisser les prix alimentaires, et que les personnes qui en ont le plus bénéficié sont les citoyens pauvres. Actuellement, en moyenne 70% des pauvres dans le monde vivent dans des zones urbaines, et nous avons un problème conséquent de pauvreté dans ces zones. La solution n'est pas tant de baisser les prix alimentaires, car une telle mesure n'est jamais définitive, mais de fournir des emplois et des opportunités de revenus qui permettent aux gens d'acheter leur nourriture.

Il existe deux cas de figure qui empêchent les gens d'avoir suffisamment de nourriture. La première est due à la pauvreté chronique qui sévit dans les sept pays mentionnés. L'Inde et la Chine en particulier ont très bien réussi à sortir les gens de la pauvreté. Les changements de taille intervenus dans les statistiques mondiales sur la faim proviennent du fait qu'il y a eu un développement économique en Chine et en Inde. Cependant, il existe un autre groupe de pays qui souffrent de faim chronique en raison de l'absence d'un gouvernement opérationnel. La situation au Soudan, dans la Corne de l'Afrique, dans la région des Grands Lacs en Afrique, sont de fait des situations de marchés absents, de gouvernements absents, d'absence de pouvoir d'achat, et de déplacement systématique des populations. Je ne pense pas que ces situations puissent être résolues exclusivement par des mesures économiques. Il existe des problèmes politiques pour lesquels, avant d'entreprendre quoi que ce soit, la paix est la première solution. Ceci étant, la question est de savoir comment nous faisons face au niveau international à un phénomène telles que les interdictions d'importation, autrement dit, comment nous protégeons les plus pauvres et les plus vulnérables de la fluctuation des prix alimentaires. Personnellement, je pense que l'augmentation des prix alimentaires n'est pas une mauvaise chose. Elle a permis de remettre le sujet à l'ordre du jour et offre l'opportunité, comme je l'ai déjà dit, d'investir dans l'agriculture, ce qui est une nécessité absolue. En revanche, les populations pauvres des villes et des campagnes ne peuvent pas faire face à la fluctuation des prix. En conséquence, si nous devons intervenir, nous

devons nous interroger sur les effets de notre intervention, non pas sur les prix en valeur absolue, mais sur la fluctuation des prix.

J'ai en ma possession des éléments prouvant que les interdictions d'exportations ont des effets négatifs, car ils créent un énorme effet dissuasif pour les agriculteurs locaux, car si vous ne pouvez pas exporter vos produits, alors l'année prochaine, vous n'allez pas cultiver suffisamment de terres. Donc s'il existe éventuellement une aide à court terme pour les plus pauvres, il n'y a pas d'aide à long terme pour la production alimentaire. Ainsi, en tout état de cause, il est sans doute plus utile d'aider directement les pauvres grâce à l'augmentation des achats effectués localement en lien avec la nourriture que d'intervenir dans les interdictions d'exportation et d'importation. Cependant, il n'existe pas de cas de figure type qui puisse résoudre tous les problèmes.

Je crois que l'un des intervenants a précisé, et je partage cet avis, qu'il existe une différence de taille dans la manière dont les pays ont été en mesure de faire face aux fluctuations de prix, selon qu'ils étaient ou non de gros importateurs de denrées alimentaires. Les pays qui sont de gros importateurs de denrées alimentaires, qui ne disposent pas d'une très bonne production nationale et qui ont une monnaie instable se retrouvent dans des situations très compliquées : c'est malheureusement le cas de nombreux pays africains.

Si l'on se penche sur l'histoire, au-delà de l'exemple du Brésil, on peut prendre l'exemple de mon propre pays, les Pays-Bas. Je souhaite vraiment mettre en avant la situation qui a fonctionné dans ce pays, car ce sera la grande question de 2012. Il s'agit de la bonne vieille coopérative ; les agriculteurs qui s'organisent et s'étendent tout au long de la chaîne de production alimentaire. Ce système a très bien fonctionné dans d'autres endroits. Il nous faut réfléchir à la manière de réinventer la coopérative comme moyen d'équilibrer les fluctuations de prix pour les agriculteurs et les consommateurs. De fait, un quart de la population du Canada est membre d'une coopérative alimentaire. Certaines banques coopératives ont bien tenu le coup pendant la crise bancaire. 2012 est l'année internationale des coopératives des Nations Unies. Peut-être est-ce un défi que nous devons tous relever.

Permettez-moi de dire un mot sur les OGM, dont le sujet a également été abordé. Je pense que l'une des applications les plus intéressantes des OGM est qu'elle permettra de résoudre le problème des biocarburants. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il est ridicule d'utiliser de la nourriture comme intrant pour les carburants. Néanmoins, il existe toutes sortes de choses que les humains ne mangent pas, entre autres la lignine, qui comptent parmi les substances organiques les plus répandues sur terre. Des recherches intéressantes montrent que nous pouvons utiliser ces longues fibres en vue de leur conversion efficace sous forme d'énergie qui s'effectuerait par le biais de champignons génétiquement modifiés et d'autres types de bactéries, et je pense que le potentiel des matières cellulosiques est immense. Par conséquent, le problème de la conversion directe du maïs en carburant va graduellement disparaître au cours des années à venir. Le fait que nous donnions encore des subventions dans ce domaine, notamment aux Etats-Unis, montre que le marché agricole et le lobby agricole américains sont très perturbés.

Enfin, il y a l'OMC et le G20. Je pense que l'OMC est actuellement dans une impasse. La question est de savoir si nous devons continuer les pourparlers ou si nous devons trouver un moyen de les contourner. Je commence à me dire qu'il faudrait trouver une solution parallèle. Le G20 est désormais sérieusement attaché aux questions alimentaires, ce qui permet de les remettre à l'ordre du jour. Le problème du G20 est qu'il publie de nombreuses déclarations mais dispose de peu de moyens. Il reste peut-être plus efficace que Doha à l'heure actuelle. Cependant, d'autres questions demandent à être résolues, et qui touchent toutes à la durabilité de la production alimentaire. Le ministre israélien et d'autres ont raison de dire que l'agriculture a engendré des dommages profonds, et la question n'est pas seulement d'augmenter la production ni même le pouvoir d'achat, mais de le faire d'une manière qui utilise au mieux nos ressources.

Je suis pour le principe du pollueur-payeur. Ce point devrait être au cœur des réformes financières, afin de garantir l'existence d'un tarif différentiel qui promeut la production durable et taxe les produits qui entraînent des dommages et qui ne sont pas durables, y compris les produits alimentaires.

Yashwant THORAT, PDG du Rajiv Gandhi Trust

L'Inde légifère actuellement sur la loi sur la sécurité alimentaire dont l'idée est de vivre dans la dignité, à l'abri de la faim et de l'insécurité alimentaire. Le président a soulevé la question de savoir si nous pouvons mondialiser nos préoccupations, et je me demandais, que ce soit ici l'an prochain ou à Rabat, s'il peut exister un accord minimum sur la sécurité alimentaire pour les petits exploitants agricoles. Quelqu'un a fait une excellente remarque, disant que le



problème n'est pas celui de la disponibilité alimentaire, et que les stocks globaux de nourriture pourraient nourrir ceux qui ont faim aujourd'hui. Pourrions-nous à minima envisager un cadre neutre qui protège les plus vulnérables au sein de la communauté mondiale en termes de sécurité alimentaire ?

Mon autre question est de savoir si nous pouvons nous accorder à un niveau mondial, sur la base de la neutralité, pour partager les connaissances que nous livre la recherche. Au lieu que chaque pays dispose de son propre système de recherche et développement, pourrait-on mettre en commun les connaissances, de façon totalement neutre, entre les pays du monde ? Je me demande en outre si nous pouvons obtenir un accord mondial sur la vulgarisation. Nous savons désormais que la sécurité alimentaire et la Révolution verte se fondent lourdement sur la vulgarisation, et de nombreux pays, particulièrement en Asie, où les extensions publiques ont été un échec, reposent désormais sur le secteur privé afin d'obtenir des services de vulgarisation. Peut-il exister un accord à ce sujet ?

Pour ce qui est des petits exploitants agricoles, qui sont dans une situation vulnérable, Louise suggère la méthode de la coopérative. J'ai tendance à partager cet avis, mais uniquement lorsque les coopératives sont le résultat d'un mouvement ascendant. Les gouvernements de la plupart des pays coloniaux ont imposé les coopératives en tant que démarche descendante, raison pour laquelle elles sont restées le fruit d'une politique étatique descendante et non pas le mouvement du peuple. Cependant, le fait est que dans des pays comme l'Inde, où la propriété moyenne est d'1,6 hectare, en l'absence de méthodes d'agrégation, en l'absence de méthodes qui rentabilisent la culture de la terre, la question de la migration du secteur rural vers le secteur urbain va s'amplifier, et nous devons réfléchir au moyen d'obtenir l'agrégation sans l'exploitation.

Jean-Yves CARFANTAN, Senior Consultant, AgroBrasConsult

Les écologistes radicaux auxquels vous faites allusion ne sont pas concentrés exclusivement dans les salles de débat du Parlement français. Nous les retrouvons au Brésil où vous ne pouvez pas avoir un seul débat sur la politique agricole ou environnementale sans avoir à affronter des mouvements très radicaux, la plupart en provenance de l'Europe ou des États-Unis, ce qui complique le débat de ces 20 dernières années et ne facilite pas un débat équilibré entre les questions environnementales et les défis de la production alimentaire. Le principal défi qui se pose au Brésil est de réussir à fournir la nourriture la moins chère possible à une population ayant peu de revenus, et ces questionnements sont moins prégnants au Brésil qu'en Europe.

Je voudrais souligner en outre la question de la filière éthanol. Je suis convaincu que l'avenir laissera apparaître deux dynamiques. Nous aurons une filière éthanol en croissance, mais avec un taux d'investissement plus bas. Ceci n'est pas en contradiction avec le fait que nous avons découvert du pétrole dans divers endroits, essentiellement au large. Pourquoi ? La production de canne à sucre au Brésil fournit trois types de matériaux : le sucre, l'éthanol et l'électricité. L'industrie de la canne à sucre de l'Etat de Sao Paulo fournit un tiers de l'électricité totale utilisée dans cet Etat. Nous avons des surplus d'électricité parce que nous produisons des biogaz qui sont brûlés et qui créent des quantités significatives d'électricité pour le réseau local.

Le deuxième élément qui me fait dire que la filière éthanol n'est pas vouée à disparaître ou à devenir secondaire est le fait que les sociétés pétrolières investissent lourdement dans ce secteur. L'incertitude la plus importante que nous ayons aujourd'hui est la question de la politique fiscale ; au cours des dernières décennies, l'éthanol est devenu un carburant important sur le marché local car certaines politiques fiscales permettaient des exemptions qui mettaient l'éthanol en concurrence avec l'essence, même si l'éthanol est essentiellement utilisé au Brésil sous forme de produit mélangé à de l'essence. Ainsi, je ne pense pas que le fait de devenir un producteur de pétrole change.

Permettez-moi de vous parler de la production pétrolière du Brésil. Le principal défi auquel nous faisons face, et dont nous parlons depuis cinq ans, est d'éviter une espèce de « fièvre hollandaise » et il convient de souligner une décision prise il y a deux années, probablement l'une des décisions phares de l'administration Lula, qui a consisté à créer un fonds national pour les investissements sur le long terme.



Par exemple, la plus grande université du Brésil est l'université d'Etat de Sao Paulo, connue sous le nom d'USP, qui dispose d'un budget annuel d'environ 5 milliards de dollars. Ce budget va doubler parce que l'université va recevoir une contribution du fonds national. Cette université et Petrobras vont créer dans les cinq ans à venir ce qui sera sans doute la plus grande université de toute l'Amérique latine, ce qui nous donne un exemple d'investissement dans des priorités à long terme telle que l'éducation.

En outre, comme nous allons devenir un pays producteur de pétrole, nous allons fournir des nouveaux matériaux bruts utilisés par le secteur agricole. Tous les gisements pétroliers brésiliens sont en outre des gisements gaziers, et bien que le Brésil soit désormais un pays importateur net de gaz, la majeure partie du gaz que nous utilisons provenant de la Bolivie, dans cinq ou six ans, nous serons un exportateur net de gaz. Ce qui signifie que nous produirons de plus en plus d'engrais azoté, ce qui contribue largement à la réduction des coûts de production, au sein par exemple de l'industrie de la canne à sucre qui est gourmande en ammoniacque, urée et autre engrais de cet acabit. En conséquence, ces deux éléments ne sont pas aussi contradictoires qu'ils apparaissent de prime abord.

Dr QU Xing, Président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS)

Pour répondre à la question de la position de la Chine sur les OGM, il existe un écart entre la population et le gouvernement. Il n'y a pas de prise de conscience générale de la nature controversée des OGM. Certains intellectuels sont sensibles à cette question, mais la majorité de la population pense que si les Américains pensent que les OGM sont sûrs, c'est qu'ils doivent l'être. Cependant, le gouvernement adopte une position de prudence, donc si on prouve que les OGM sont sûrs, ils seront très utiles pour résoudre les problèmes alimentaires de la Chine sur le long terme, mais dans le même temps, le gouvernement est conscient que pour connaître la viabilité d'un produit, il faut des décennies, voire des générations pour déterminer s'il est ou non dangereux pour la santé humaine. En conséquence, la production d'OGM en Chine est à un stade expérimental, mais les produits OGM, particulièrement l'huile végétale et les fèves, sont importés des Etats-Unis. La politique en vigueur exige des entreprises qu'elles étiquettent les produits, et la décision revient au consommateur d'acheter ou non un produit OGM.

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

J'ai l'impression d'être à mon tour un panéliste, car on a posé une question sur le Plan Maroc vert, et je dois faire attention car elle provenait d'un membre important du Parlement. Je vous invite à poursuivre la discussion en off, mais je ne peux pas m'empêcher de vous répondre que le Plan Vert a remporté un franc succès. Je pense qu'il a montré du doigt certaines des solutions auxquelles a fait allusion M. Thorat, telle que l'agrégation, tout en gardant à l'esprit ses conseils sages et de garantir une agrégation sans exploitation. Nous devons être prudent, car toutes les agrégations ne naissent pas égales.

Je vais également prendre un instant pour aborder un sujet qui a été ignoré, à savoir le rôle des engrais dans le succès du Plan Vert. Mais permettez-moi de dire avec prudence, comme vous faisiez allusion au Brésil, que le Plan Vert a coïncidé avec quatre années de fortes précipitations au Maroc, et un grand nombre de mes compatriotes marocains ont également vécu quatre années consécutives de sécheresse. Faisons en sorte de ne pas tirer des conclusions politiques sur ce qui s'est déroulé au cours de ces quatre années.

Membre du Groupe OCP 1

Cette conversation est d'une grande richesse, et nous avons été témoins d'une approche holistique de ce problème. Je pense que le rôle des engrais doit faire l'objet d'une mention spéciale, parce que je vois en lui une clé permettant de trouver une solution à la question de la sécurité alimentaire. Ce que je vais dire a été largement mentionné, mais je



vais vous parler d'une expérience que nous avons vécue au Maroc qui montre comment nous pouvons œuvrer à une solution qui repose sur des programmes spécifiques.

La question de l'innovation a été abordée, et nous devons examiner l'innovation en matière de produits, qui est primordiale, mais aussi l'innovation en matière de modèle d'entreprise. Par exemple, au Maroc, nous avons introduit un partenariat public-privé afin de transformer les distributeurs en promoteurs du secteur de l'agriculture ; en substance, nous obligeons les distributeurs à inclure des services de vulgarisation dans les services qu'ils offrent, et ils sont tenus, en vue de devenir des distributeurs à part entière, d'enseigner aux agriculteurs la manière d'appliquer les engrais, ainsi que les types d'engrais choisir.

Ce point rappelle l'intervention du monsieur qui expliquait qu'il n'était pas suffisant d'être innovant, mais qu'il fallait être en mesure de transférer l'innovation, et il s'agit là d'un bon exemple qui montre que l'on peut s'appuyer non pas sur le gouvernement mais sur le secteur privé pour favoriser le transferts grâce à des services de vulgarisation structurés et contractuels liés à la disponibilité des engrais pour les distributeurs. Ceci est primordial pour transférer les connaissances aux agriculteurs, car malheureusement de nombreuses innovations n'arrivent jamais jusqu'à eux, comme c'est le cas par exemple au Maroc.

Autre point mentionné aujourd'hui : une grande partie des engrais utilisés n'atteint jamais la plante. L'inefficacité des engrais est problématique, tient souvent à leur nature ainsi qu'à leur application, et la période d'utilisation. Il est primordial d'utiliser le bon engrais, sans quoi nous allons non seulement obtenir des rendements plus bas, mais nous allons entre autre détruire la qualité des sols – et ce point a été abordé – qui nécessite des années pour se rétablir. Je pense que nous n'insistons pas suffisamment sur ce point : lorsque nous utilisons un engrais qui n'est pas approprié, la question n'est pas que nous faisons baisser le rendement, mais que nous détruisons la qualité du sol, et une fois que le mal est fait, il faut environ 10 000 ans pour que le sol recouvre sa qualité.

Ainsi, outre l'innovation en matière de production, l'innovation en matière de modèle d'entreprise doit ramener le secteur privé dans son giron afin qu'il fasse partie de la solution. Sinon, s'il s'agit tout au plus d'une approche descendante introduisant des règlements et autres réglementations gouvernementales, nous n'obtiendrons pas les solutions que nous recherchons. Je voulais donner l'exemple d'un système qui a été introduit au Maroc ; il est récent, et nous ne verrons pas les résultats avant plusieurs années, mais nous sommes très enthousiasmés car c'est là que les producteurs d'engrais peuvent jouer en rôle en changeant la nature des innovations et de la façon de les transmettre à l'agriculteur, notamment au sein des petites exploitations agricoles.

Theodore MORAN, Marcus Wallenberg Professor of International Business and Finance, université de Georgetown

Puisque le Maroc fait désormais partie de l'équation, permettez-moi de vous poser une question sur les phosphates, les engrais et la sécurité alimentaire. Les statistiques les plus récentes montrent que la concentration de phosphates dans le monde penche en faveur du Maroc. Mes collègues de Washington et moi-même nous méfions quelque peu de ces statistiques, car il existe de nombreuses exploitations au Maroc et dans d'autres parties du monde qui n'ont pas été explorées. En conséquence, je suis désolé de vous décevoir, mais je ne pense pas que vous restiez au cœur de la destinée de l'univers.

Il s'agit cependant d'une question sérieuse. Vous avez un programme de dépense très important pour accroître la production de roches, vous avez un système de pompage très ambitieux et vous avez une nouvelle plate-forme chimique. Comment allez-vous utiliser ces dépenses en vue de contribuer à éviter les problèmes liés à la sécurité alimentaire et ceux, comme l'a souligné Louise, liés à la fluctuation ? Pourriez-vous donner plus de détails sur la stratégie du groupe OCP par rapport à la sécurité alimentaire au niveau international ?

**Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP**

Comment allons-nous contribuer à la sécurité alimentaire ? En parlant des chiffres mentionnés par Louise, j'ai vu une analyse qui disait, étant donnée la quantité limitée de terres arables disponibles et une population croissante, et malgré l'idée d'avoir recours à une agriculture en zone aride, qu'il faut qu'un même terrain produise 70% de production supplémentaire. Ce résultat sera obtenu grâce à la technologie et aux engrais, aux OGM et ainsi de suite ; ce sera le seul moyen d'obtenir une productivité accrue. Les engrais continueront à jouer un rôle. Je pense que l'angoisse qui accompagne les phosphates provient du fait que des trois nutriments, à savoir le nitrogène, la potasse et le phosphate, ce dernier est le seul à ne pas être renouvelable. On peut synthétiser le nitrogène et produire la potasse, mais à ce stade, il n'existe pas de manière de produire le phosphate. Il s'agit donc d'une ressource limitée, ce qui entraîne des problèmes concernant les pics de phosphate et des inquiétudes tout à fait compréhensibles concernant la taille des réserves.

Il s'agit de ne pas perdre de vue la panique ambiante ; j'ai même vu des chiffres comme quoi le Maroc détient 85-90% des réserves mondiales, ce qui est probablement faux, même si le Maroc contient sans doute une quantité considérable des réserves mondiales de phosphate. Vous mentionnez à juste titre que de parler des réserves en tant que telles n'a aucun sens, qu'il faut considérer les coûts et donc le prix du phosphate, et le prix du phosphate ayant augmenté, cela signifie qu'il y a un nombre de candidats accru pour les réserves. Il existe des réserves en Israël, dont nous ne connaissons pas l'ampleur, mais il ne sert à rien de parler des réserves si nous ne parlons pas des prix. Nous pouvons même dresser un parallèle avec la nourriture et les prix agricoles. L'augmentation du prix du phosphate représente une aubaine, parce qu'elle a permis à des sociétés comme OCP d'investir dans une production accrue du phosphate, et le phosphate que nous produisons, et les engrais que nous produisons à partir de ce phosphate sont destinés à sortir du Maroc, car le marché marocain est assez limité. Telle est notre contribution.

Un investissement de cette ampleur contribuera à la stabilité des marchés du phosphate et des engrais, et ce qui est exporté aide à nourrir la planète.

Theodore MORAN, Marcus Wallenberg Professor of International Business and Finance, université de Georgetown

Je souhaite rebondir sur ce qui a été dit. Un lien important est à établir à mon sens avec la question de l'instabilité des prix, car si je comprends bien votre programme d'investissement sur 5-6 ans, vous endossez une grande part de risque. Les gens peuvent se dire que le prix du phosphate va fluctuer et peuvent choisir d'investir ou non, mais vous poursuivez malgré tout votre programme. Ainsi, du point de vue de l'atténuation du risque, on peut avancer que si le résultat n'est pas rentable, il vous restera un excès de capacité, et on pourra vous taxer de ne pas avoir pris la bonne décision.

Cependant, du point de vue du bien public et de l'action collective dans le monde dont parlait mon collègue, il me semble que vous rendez un service public. Ai-je raison ?

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

Non. Qui veut répondre à cette question ?

Louise FRESCO, Professeur à l'université d'Amsterdam

Je vais apporter quelques commentaires. Le phosphate est très intéressant en ce qu'il alimente les réflexions que nous pouvons avoir sur la rareté des ressources à laquelle nous devons faire face à l'avenir. Le fait que les prix soient



plus élevés entraînera non seulement des investissements mais également des nouvelles technologies en vue d'une meilleure récupération du phosphate. Ce n'est peut-être pas dans l'intérêt à court terme d'OCP, mais pour le monde et en termes de ressources publiques mondiales, et donc pour OCP à long terme, le fait que nous fournissions un travail de meilleure qualité avec la même quantité de phosphate en parvenant à en retirer de nos déchets va générer un avantage considérable pour nous tous.

On peut avancer la même chose à propos des combustibles fossiles. Je pense que la technologie dans son ensemble va devenir plus efficace et engendrant un meilleur rendement par unité d'intrant. Ceci dit, le continent qui manque le plus de phosphate est l'Afrique, et le Maroc est très bien placé pour discuter avec les dirigeants africains en vue de garantir l'existence d'un plan sur le long terme pour mettre à jour les normes de l'agriculture africaine en matière d'intrants phosphatés. Un jour, alors que j'étais étudiante, nous avons calculé pour plaisanter que si on jetait de la phosphorite sur l'Afrique depuis un avion, on augmenterait considérablement la production africaine, et ce malgré des taux de récupération de phosphorite particulièrement bas.

Il s'agit d'un défi majeur, dont nous avons parlé, en vue de nous assurer d'une utilisation responsable du phosphate dans l'agriculture africaine. Cela signifie la disponibilité, mais également un plan économique et cela signifie encore une fois que des prix alimentaires élevés sont une incitation pour une utilisation du phosphate dans l'agriculture africaine. Point intéressant, si l'on revient sur votre question de savoir si le Maroc est le nouveau Brésil, vous savez sans doute qu'en termes géologiques, le nord-est du Brésil et le Maroc ont un point commun, car il y a de cela des millions d'années, ils étaient soudés. On peut donc tirer des enseignements du développement du Brésil et du Maroc, ne serait-ce que le fait que ces deux pays ont des sols nécessitant des soins importants. Je suis tout à fait d'accord avec l'idée de ne pas perdre de vue que les sols sont une ressource non renouvelable sur le court terme, et que de prendre soin des sols signifie également que nous les nourrissons de manière à ce qu'ils produisent le meilleur rendement possible.

Ce dont le Maroc a vraiment besoin, comme ce fut le cas par le passé pour le Brésil, est de s'assurer que les jeunes ne se contentent pas de devenir agriculteurs, mais qu'ils apprennent aussi les sciences agricoles. De moins en moins de jeunes gens brillants apprennent les sciences de l'agriculture, ce qui est un véritable drame dont on ne parle pas assez. Il y a encore trente ans, c'était une carrière enviable dans de nombreux pays. Aujourd'hui, les parents veulent que leurs enfants soient médecins et l'agriculture ne recrute pas les meilleurs scientifiques. Ce serait fantastique si le Maroc pouvait lancer un programme avec l'aide d'OCP, et je sais que vous planchez déjà sur le projet d'université, afin que les jeunes se tournent vers les innovations qui sont nécessaires, non seulement pour nourrir le Maroc, mais pour obtenir le même effet qu'ont désormais le Brésil, la Chine et l'Inde sur le reste du monde en matière de technologie et d'innovation. Ce modèle marocain naissant serait d'une très grande utilité pour le continent africain.

Cullen HENDRIX, Research Associate au Peterson Institute for International Economics

Je ne voudrais pas semer le trouble à propos des prix élevés, car les incitations pour les producteurs sont évidentes, et si on peut faire monter les prix et baisser l'instabilité, on obtiendra au final des investissements. Cependant, il convient probablement de mentionner qu'en 2007-2008, des émeutes se sont déroulées dans 48 pays. Le premier ministre d'Haïti a perdu son poste à la suite des émeutes de la faim et on peut avancer que la chute du gouvernement de Madagascar était liée au même phénomène. Les prix alimentaires ont joué un rôle dans l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; le Printemps arabe, du moins d'après certaines personnes, est en partie une réaction aux prix élevés de la nourriture.

La question est la suivante : comment juger les mesures incitatives à l'attention des producteurs en partant du fait que des populations urbaines entières se sont plus ou moins habituées à des prix bas, à une nourriture abondante, à un coût d'ajustement amorti au niveau du ménage, et au final les gens descendent dans la rue ?

**Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP**

Je souhaite rappeler qu'il s'agit d'une conférence sur la gouvernance mondiale, et Mme Fresco vient de nous rappeler que le Brésil et le Maroc était reliés géologiquement, ce qui pourrait nous donner droit, j'imagine, à une partie des réserves de pétrole et de gaz.

Philippe CHALMIN, Professeur à l'université Paris-Dauphine

A ce stade, je voudrais ajouter que la politique agricole peut être payée soit par le consommateur, soit par le contribuable. En 1933, avec le New Deal, les prix étaient maintenus à un niveau bas par le biais de subventions directes de la part des contribuables. L'Europe bénéficia de 30 années glorieuses de croissance à partir de 1958, les prix alimentaires étaient élevés afin d'inciter les agriculteurs à produire, le tout payé par le consommateur. Je n'ai pas la solution, mais il existe de nombreuses personnes dans cette assemblée qui finiront assurément par la trouver, quant à l'attitude à adopter dans un pays en développement dans lequel il n'y a pas de contribuables et les consommateurs ont besoin de prix bas. Comment financer une politique agricole, si nous sommes tous d'accord avec l'idée que les agriculteurs ont besoin de prix stables et rémunérateurs ? Sans vouloir être trop Européen, le modèle parfait pour un pays développé reste la Politique Agricole Commune qui vit le jour en 1958. Cette politique était parfaite pour augmenter la production. Le problème est qu'elle était financée par les consommateurs ; nous ne pouvons pas mettre cela en œuvre dans les pays en développement. Pour ce qui est la référence de 1933, la situation est compliquée. Avez-vous des solutions ?

Meir SHEETRIT, Membre de la Knesset israélienne, parti Kadima

Il existe toutes sortes de techniques. Je me souviens ce qui a été fait en Israël dans les années 1960 et 1970, lorsqu'il y avait le même problème pour les petits agriculteurs qui produisaient de la volaille, du lait, etc. Dans l'optique de résoudre ce problème et de garantir un certain prix des produits afin que cela fonctionne, le Gouvernement a mis en place différents conseils selon les produits agricoles, en vertu de quoi l'agriculteur ne pouvait pas se contenter de vendre son produit sur le marché ; il devait fournir une grande société coopérative, laquelle était sous le contrôle des agriculteurs en Israël, et ils vendaient les produits au consommateur final. De la sorte, le gouvernement pouvait contrôler les prix, voire garantir le prix de certains produits.

Par exemple, comme nous avons un problème lié aux petits exploitants producteurs de volailles, d'œufs, etc., et qu'à cette période les terres situées au centre d'Israël sont devenues hors de prix, empêchant d'en faire une utilisation agricole, ils ont dû transférer le quota d'œufs à produire à d'autres agriculteurs de la région de Galilée, dans des zones rurales. Le gouvernement leur a acheté leurs quotas d'œufs et de volailles et les a donnés aux agriculteurs ruraux qui les produisent désormais et qui garantissent un certain prix pour les œufs, la volaille et ainsi de suite. Ce processus a donné une certitude économique aux agriculteurs. Je ne sais pas s'il est possible de faire de même dans un grand pays comme la France, mais dans d'autres endroits, ce serait envisageable. Le gouvernement pourrait s'impliquer dans la création d'un système qui offre un certain nombre de garanties aux agriculteurs.

Parfois, les catastrophes naturelles s'en mêlent, comme le froid, et le gouvernement a mis en œuvre une sorte d'assurance pour l'agriculture ; à chaque fois qu'il y a une catastrophe, les agriculteurs sont assurés et le gouvernement leur verse des indemnités. Je me souviens qu'un des ministres de la finance, qui fut par la suite premier ministre, avait dit ne pas comprendre pourquoi des indemnités pour des précipitations abondantes et pour une sécheresse avaient été versées la même année. En conséquence, il existe des systèmes permettant de garantir la survie des petits agriculteurs.

Philippe CHALMIN, Professeur à l'université Paris-Dauphine

Le Parlement canadien a voté le 28 novembre l'abolition du monopole de la Commission canadienne du blé. Ce qui signifie que le vent de la libéralisation souffle encore.

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

Vous êtes remontés dans l'histoire, mais je crois qu'il existe un troisième élément. Vous vous demandez si le consommateur ou le contribuable doit payer, mais il faut garder à l'esprit que dans le monde occidental, c'est la dette qui a payé. Ce qui nous donne une autre solution.

Membre du Groupe OCP 2

Nous avons parlé des engrais, des OGM et des moyens d'accroître la productivité. Je pense que nous avons laissé de côté un élément clé, le plus basique de tous, à savoir l'eau. Ma question est un peu radicale. Dans un avenir proche, pourrait-il y avoir une concurrence entre l'eau d'irrigation des champs et l'eau que nous buvons ? L'eau deviendra tellement rare. Y aura-t-il concurrence entre ce que nous buvons et ce que nous mangeons ?

Daniel NAHON, Professeur de géosciences à l'université Paul Cézanne d'Aix-en-Provence

83% de l'eau que nous utilisons va à l'agriculture, et très peu pour boire.

Louise FRESCO, Professeur à l'université d'Amsterdam

Il reste quelques points à voir. Permettez-moi de les passer en revue afin d'obtenir un panorama de la situation. Nous avons soulevé la question de l'eau. Je pense que le problème principal concernant l'eau est qu'il ne s'agit pas d'une denrée rare ; l'eau ne s'épuise pas, elle est présente dans le système hydrologique, et constitue un problème local, par un problème mondial. Ceci dit, il faut faire face à ce problème localement, ou tout du moins au niveau régional, car dans bien des cas, les pays partagent des bassins hydrographiques. Le problème clé de l'agriculture est qu'elle demande de l'eau, de l'engrais et des plantes de manière concomitante, soit un réglage fin qui est absolument nécessaire mais dont nous ne disposons pas.

Pour ce qui est de l'irrigation, il convient peut-être de noter qu'en Chine, 23% de la superficie agricole est irriguée, un peu plus en Inde, seulement 4% dans l'Afrique sub-saharienne et pourtant les terres irriguées produisent environ trois fois plus que les terres qui ne le sont pas. En conséquence, il existe en Afrique un potentiel énorme : le lac Victoria et le lac Malawi constituent d'importantes étendues d'eau inutilisée, et il faudrait un investissement colossal, mais sans le type d'engrais approprié au bon moment, l'irrigation entraînera toutes sortes de problèmes de salinisation qui ont détruit des civilisations entières, à l'instar des Sumériens, de la Mésopotamie et ainsi de suite. A ce titre, l'enseignement, la vulgarisation et un réglage fin sont primordiaux.

En ce qui concerne le gaspillage, il est vrai que 30-40% de la nourriture n'atteint pas le consommateur, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, dans les pays pauvres, les rats et les insectes la dévorent, et elle pourrit ; en ce sens les OGM peuvent être utiles, en augmentant considérablement la durée de vie des fruits et des légumes et en garantissant que la peau des légumes ne soit pas endommagée. Le potentiel ne manque pas. Cependant, l'autre moitié du gaspillage provient des pays développés, car nous avons tellement peur de manger des produits passés de date que les



supermarchés et les ménages jettent des quantités colossales de nourriture. Le ménage britannique moyen jette 300 kilos de nourriture par an, de manière totalement injustifiée, en raison de nos règles et réglementations.

Le problème principal qui se pose aux pays riches et aux classes supérieures et moyennes des pays pauvres est que la nourriture est trop peu chère, et je vais vous donner un chiffre étourdissant. En Europe, dans les années 1950, un ménage moyen dépensait la moitié de son revenu en nourriture, contre 10% aujourd'hui, et ce chiffre s'applique également aux classes urbaines éduquées de nombreux pays dits pauvres. Le gaspillage reste un problème de taille.

L'autre point que nous avons laissé de côté, mais qui me semble fondamental, est la gestion des nuisibles : plus l'agriculture devient intensive, plus la pression des maladies et des nuisibles s'accroît, et l'ajout de nitrogène ou de phosphate à une plante signifie en réalité que les insectes la trouvent bien meilleure. Le contrôle de l'intégrité de l'écosystème, y compris de ces nuisibles, va de pair avec l'intensification accrue de l'agriculture ; en fait, tout réside dans les réglages fins et l'éducation dispensée aux agriculteurs, et nous n'avons pas les outils, la motivation et la volonté politique nécessaires pour créer une classe entrepreneuriale d'agriculteurs de première qualité.

Nous avons besoin de gouvernance à propos des OGM. Je ne m'inquiète pas des OGM en tant que tels ; je pense qu'il existe des preuves raisonnablement solides montrant que les OGM que nous connaissons aujourd'hui, avec ce que nous savons de la construction du génome, ne présentent pas des risques supplémentaires pour la santé humaine ou pour l'environnement. Cependant, ce n'est pas la preuve du contraire, et je souhaiterais qu'un organisme international s'empare des études qui proviennent des différents pays et fixe une norme internationale concernant le rapport de problèmes liés aux OGM, afin de calmer les peurs qui existent dans certains pays et de mettre un terme aux expérimentations sauvages qui ont lieu dans d'autres. Je pense que le chemin à parcourir est encore très long.

Enfin, je souhaite partager avec vous une statistique encourageante. Nous ne cessons de dire que les terres sont rares ; cependant, les dernières révisions concernant la disponibilité des terres montrent que nous avons encore de la marge. Il nous reste environ 500 millions d'hectares, en zones arides et particulièrement en zones semi-arides, qui ne sont pas utilisés et disposent d'un bon potentiel agricole. La question est de savoir comment les utiliser au mieux. La majeure partie de ces terres se trouve en Afrique, d'autres en Amérique latine et on en compte aussi en Asie centrale. Nous disposons d'un peu plus de place que ce que nous pensions, ce qui n'enlève rien à la nécessité de produire aussi durablement et équitablement que faire se peut.

Mostafa TERRAB, PDG du Groupe OCP

Je ne peux pas m'empêcher de souligner le point suivant. L'organisme international auquel vous faites allusion ne pourrait-il pas être la FAO ?

Louise FRESCO, Professeur à l'université d'Amsterdam

Si j'avais une heure devant moi, je vous parlerais de la FAO, mais cela ne va pas être possible aujourd'hui.

Jean-Yves CARFANTAN, Senior Consultant, AgroBrasConsult

Je vais avancer un dernier point et donner un signal d'optimisme ; une partie de la population du Brésil a des origines africaines, mais le Brésil n'a découvert l'Afrique que récemment. Cela signifie qu'aujourd'hui, l'Afrique est perçue non seulement par le gouvernement, mais aussi par les entreprises privées comme une nouvelle frontière, ce qui entraîne des conséquences positives ; par exemple, ces dix dernières années, de nombreuses fondations privées ont vu le jour en vue de créer des programmes de formation et des initiatives de soutien agrémentés de centres de recherche en Afrique. Le but est de transférer l'expérience fondamentale du Brésil de ces 40 dernières années. Nous avons



développé une zone centrale baptisée le Cerrado, une région de savane, et à bien des égards le Cerrado a des points communs avec différents pays d'Afrique. Nous avons donc tenté de transférer ce que nous avons réussi au Cerrado afin de créer les conditions propices à une production agricole dans certains pays d'Afrique.

Pour vous donner quelques exemples, il existe un programme passionnant en Angola et au Mozambique où la société brésilienne Vale produit du minerai de fer. Il soutient en outre divers programmes à l'attention des exploitations agricoles, et cette même société et d'autres sociétés brésiliennes soutiennent des initiatives agricoles au Mozambique, au Malawi et en Zambie, et les années à venir verront une coopération accrue entre les initiatives privées brésiliennes, le gouvernement brésilien et des organisations tels que l'Embrapa (un institut agronomique) et les institutions africaines. Le Brésil a découvert l'Afrique, ce qui est extrêmement encourageant dans le cas de figure que nous évoquons ici.